

Tous unis pour une véritable Sécurité Sociale

Par les Ordonnances de 1967, le Patronat, aidé par le Gouvernement, s'est emparé de la gestion et de la direction de la Sécurité Sociale en modifiant la composition des Conseils d'Administration au détriment des travailleurs.

Depuis, une situation critique est créée pour les assurés : prestations réduites, retard considérable dans les règlements, tracasseries administratives...

En 1974, suite aux promesses électorales, mais aussi par la montée des "forces de gauche", le gouvernement feint de satisfaire certaines catégories de la population en leur octroyant le bénéfice du régime général de la Sécurité Sociale.

EN FAIT QU'EN EST-IL ?

Sous le couvert d'une pseudo solidarité nationale, le gouvernement prétend aligner toutes les prestations légales sur celles des régimes les plus défavorables, et de faire supporter par la Sécurité Sociale le déficit de ces régimes, déficit qui devrait être pris en charge par le gouvernement.

Pour faire "passer" cette attaque, le gouvernement prétend aider le régime général en lui versant une taxe sur les alcools... la destination de la vignette auto nous renseigne sur le résultat de telles promesses.

De plus, le gouvernement prévoit seulement sa participation pour 1975. Et ensuite...

En fait, dans ce régime général, il y aura davantage de bénéficiaires et moins d'argent ; **UNE NOUVELLE REGRESSION**, car, pour équilibrer le budget du régime général, il sera indispensable d'augmenter les cotisations, réduire les prestations, voire les deux à la fois.

Les assurés sociaux ayant besoin d'une couverture sociale plus importante se verront dans l'obligation de faire appel aux assurances privées.

Tels sont l'objectif et la volonté du gouvernement à travers cette nouvelle réforme.

Cette réforme est une nouvelle atteinte au pouvoir d'achat de la population avec ses conséquences sur la consommation, la production et l'emploi et concerne de ce fait toutes les catégories socio-professionnelles.

Les organisations signataires réaffirment leur désir d'une véritable solidarité Nationale qui, — dans l'état où le gouvernement a mis la Sécurité Sociale — ne peut se réaliser que d'une façon progressive. D'autre part, elles estiment qu'il faut mettre à la portée de tous, une médecine de qualité comprenant la protection, le diagnostic, les soins et la réadaptation, compris dans un ensemble cohérent et humain et où les besoins de la santé ne seront plus soumis à la loi du profit.

Il conviendrait d'entreprendre, dans un premier temps, d'une part, l'harmonisation des régimes de salariés en respectant les droits acquis et, d'autre part, celle des non-salariés, créant ainsi les conditions pour aller vers un régime unique pour chacune de ces grandes catégories et, à une étape ultime, la création d'un régime de Sécurité Sociale unique pour tous les Français, couvrant de manière satisfaisante les risques sociaux de l'ensemble de la population et garantissant effectivement à tous le droit à la santé.

IL FAUT AGIR !

C'est pourquoi toutes les organisations signataires appellent la classe ouvrière, les salariés et non-salariés à opposer une riposte de masse à cette nouvelle attaque et exiger l'institution d'une véritable Sécurité Sociale.

Elles exigent une couverture sociale complète pour tous, en particulier par :

- la revalorisation du pouvoir d'achat, des Allocations Familiales, Retraites, pensions et prestations maladie,
- l'engagement de l'Etat d'assurer le financement qui découle de la solidarité nationale,
- l'ouverture de négociations entre toutes les parties intéressées dans le respect des droits acquis,
- la suppression des entraves juridiques, administratives et financières au fonctionnement et au développement de l'hospitalisation publique, de la médecine sociale et du secteur non lucratif dans la distribution des soins de santé (centres de soins, cabinets dentaires, pharmacies mutualistes, etc...) de plus en plus menacés par la politique du pouvoir.

Pour ce faire :

- signer massivement les pétitions qui vous seront présentées,
- venir en masse aux délégations qui se rendront à la Préfecture,
- envoyer des télégrammes aux parlementaires lors du débat parlementaire.

TOUS ET TOUTES DEFENDONS NOTRE DROIT A LA SANTE,

NOTRE POUVOIR D'ACHAT.

PREPAREZ-VOUS A AGIR D'UNE MANIERE PLUS PUISSANTE, à l'appel des organisations :

Union Départementale CGT – Union Départementale CFDT – Fédération de l'Education Nationale FEN.

Parti Communiste Français – Parti Socialiste – Parti Socialiste Unifié – Mouvement des Radicaux de Gauche.

Fédération Nationale de la Mutualité Française – Union Départementale des Sociétés Mutualistes de la Haute-Garonne – Mutuelle Générale de l'Education Nationale – Mutuelle Générale des Etudiants de France – Mutuelle Générale des Travailleurs – Association de Malades et Infirmes – Confédération Syndicale des Familles – Union des Vieux de France – Union des Femmes Françaises – Union Nationale Etudiants de France.